



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1991/NGO/45  
9 septembre 1991

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte contre  
les mesures discriminatoires et  
de la protection des minorités  
Quarante-deuxième session  
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DANS LES DOMAINES  
DONT LA SOUS-COMMISSION S'EST DEJA OCCUPEE

Déclaration écrite présentée par le Conseil des points cardinaux,  
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif  
(catégorie II)

Le Secrétaire général a reçu la communication suivante, qui est  
distribuée conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et  
social

[29 août 1991]

Le Conseil des points cardinaux a l'honneur de communiquer les renseignements suivants recueillis par Baru Bian et Mutang Urud, au nom du peuple penan de Malaisie.

1. Le Sarawak, "terre des calaos", est situé sur la côte nord-est de Bornéo. Géographiquement, c'est l'Etat le plus vaste de la Malaisie, avec environ 124 449 km<sup>2</sup>, soit environ 38 % de la superficie totale du pays.

2. La population du Sarawak s'élevait à 1,6 million d'habitants en 1989 et elle s'accroît de 2,7 % par an. Les différentes "races" qui composent actuellement le Sarawak sont les suivantes (chiffres de 1989) :

Autochtones :	"Dayaks" autochtones (26 tribus)	43,5 %
	Malais et Melanaus	26,5 %
Non autochtones :	Chinois et autres	30,0 %
Total :		100,0 %

Cette population est rurale à 81 %.

3. Les Dayaks pratiquent la culture itinérante après débroussaillage et brûlis dans la zone des collines. Leurs traditions et leurs croyances spirituelles procèdent de leurs relations avec la terre. Certaines communautés dayaks habitent les "longues maisons" qu'ils construisent près des cours d'eau, lesquels leur sont indispensables pour le transport, la pêche et l'approvisionnement en eau. Ils sont aussi largement tributaires de la chasse et de la cueillette. Les Penans, en majorité nomades, n'ont que la forêt pour sanctuaire. Tous les Dayaks tirent leur subsistance de la terre, de l'eau et de la forêt. L'exploitation forestière menace actuellement leur existence.

4. Entre 1965 et 1985, la forêt du Sarawak a été abattue à proportion de quelque 30 % et aliénée par concession à 60 %. En 1989, le Gouvernement du Sarawak a déclaré en avoir extrait 18 millions de m<sup>3</sup> de bois. On pourrait doubler ce chiffre car il ne tient pas compte du commerce illicite.

5. La forêt couvre 95 232 km<sup>2</sup> de la superficie totale du Sarawak. Depuis le début des années 80, la Malaisie est le premier exportateur mondial de bois de feuillus tropicaux, ce qui représente 58 % des exportations mondiales de grumes tropicales et 81 % des exportations des pays d'Asie.

6. Avant la seconde guerre mondiale, l'exploitation forestière à des fins commerciales se faisait surtout dans les forêts marécageuses et ne menaçait aucun groupe humain. Cette exploitation s'est ensuite étendue à l'intérieur du pays et menace aujourd'hui les Dayaks, installés dans leur majorité sur ces terres. Dès les années 70, les Dayaks se sont organisés pour résister aux sociétés d'exploitation forestière.

7. Dans la plupart des cas, ces exploitations couvrent des terrains situés aux alentours des longues maisons ou des villages dayaks, avec les conséquences néfastes que cela comporte pour les terres agricoles et les cultures, pour les cimetières aussi. Les rivières et les ruisseaux sont pollués; les animaux sauvages fuient les terrains de chasse; des produits

de la jungle, comme le rotin, certains fruits sauvages et certaines plantes médicinales sont détruits, et la pollution dépeuple les cours d'eau. Les plus menacés par la destruction de la forêt sont les Penans nomades, car leur survie est totalement liée à ce milieu. Selon des estimations officielles, les Penans sont au nombre de 9 300 et le quart de cette population est encore nomade.

8. Selon l'article 2 du Code foncier du Sarawak (chapitre 81) de 1958, une terre coutumière indigène se définit notamment comme a) une terre sur laquelle existaient avant le 1er janvier 1958, des droits indigènes coutumiers, communaux ou autres, et dont le statut n'a pas été modifié. L'article 5 2) du Code foncier précise les six modes d'acquisition de droits indigènes coutumiers sur une terre :

1. Les coupes dans la forêt vierge et l'occupation de la terre ainsi défrichée;
2. La plantation d'arbres fruitiers sur la terre;
3. L'occupation ou la culture de la terre;
4. L'utilisation de la terre comme lieu de sépulture ou de culte;
5. L'utilisation de la terre, quelle qu'en soit la catégorie, aux fins de passage;
6. Tout autre mode d'acquisition licite.

9. Les autochtones qui revendiquent une parcelle de terre comme terre indigène coutumière doivent prouver qu'ils l'utilisent selon l'un, au moins, des modes spécifiés, et que ce mode d'utilisation date d'avant le 1er janvier 1958. Dans la plupart des cas, les populations autochtones du Sarawak ont établi leurs droits bien avant cette date, étant donné qu'ils étaient natifs du pays et qu'ils occupaient et cultivaient ces zones depuis des temps immémoriaux.

10. Au début de l'année 1987, des autochtones habitant sur le cours supérieur du Limbang ont érigé une barricade en travers d'une route appartenant à un exploitant forestier titulaire d'une licence. Selon eux, le lieu de sépulture qui était le leur depuis toujours avait été violé et profané. Ils ont alors été accusés de troubler l'ordre public sur une voie publique, en vertu de l'article 26 du Code pénal, mais ont tous été acquittés, le juge ayant déclaré qu'une route exploitée par une société n'était pas une voie publique mais une voie privée. L'article en question ne s'appliquait donc pas.

11. Furieuse de la décision du tribunal, l'Assemblée de l'Etat du Sarawak a réagi en proposant un amendement à l'ordonnance relative aux forêts (article 90 B). L'obstruction d'une route construite ou entretenue par le titulaire d'une licence d'exploitation forestière constituait une infraction. En outre, tout garde forestier était habilité à arrêter sans mandat quiconque enfreignait cette disposition et à s'assurer l'assistance d'agents des services de police.

12. L'article 90 B ouvre la voie aux abus. Dans de nombreux cas, il a été invoqué pour harceler et intimider les protestataires. Pratiquement chaque fois que des autochtones coupaient les voies de communication, des agents des services de police étaient appelés sur les lieux. Dans le dernier cas en date, des coups de semonce ont été tirés. Dans un autre, un groupe de 42 autochtones ont été accusés d'occupation illégale de terres appartenant à l'Etat pour avoir élevé une barricade sur la route d'une exploitation forestière; ils ont été détenus pendant deux semaines, après quoi, l'inculpation ayant été retirée, ils ont été libérés. Il y a actuellement au Sarawak une vingtaine d'actions en justice intentées contre des autochtones auxquels il est reproché, en vertu de l'article 90 B de l'ordonnance relative aux forêts, d'avoir barré illégalement des routes d'exploitation forestière.

13. Il faudrait limiter l'exploitation forestière aveugle, non seulement pour défendre les droits des populations autochtones, mais aussi pour les raisons suivantes :

a) Protéger et préserver la quantité et la qualité de l'eau des rivières et des ruisseaux, seules sources d'eau pour la consommation humaine et l'agriculture;

b) Protéger et préserver la faune sauvage, importante source de protéines, ainsi que les autres ressources de la forêt qui sont indispensables à la satisfaction des besoins fondamentaux des communautés autochtones et génératrices pour elles de revenu;

c) Garder des réserves de bois suffisantes pour satisfaire les besoins des populations autochtones - construction de maisons, de barrières et de ponts, approvisionnement en bois de feu notamment.

14. L'exploitation forestière a engendré une forte pollution de l'eau. On a observé des cas de diarrhée due à la pollution de l'eau dans des zones d'exploitation forestière récente. En contravention de la loi relative à la qualité de l'environnement, aucune étude n'a été effectuée pour évaluer l'impact sur le milieu de l'exploitation forestière au Sarawak.

15. Les autochtones qui pâtissent de l'exploitation forestière demandent :

a) Que Les titulaires des licences et les entreprises d'exploitation forestière respectent et reconnaissent les droits des autochtones sur leurs terres coutumières, comme les lois de l'Etat les y obligent;

b) Que dans les cas où la terre coutumière a été exploitée sans l'autorisation de ses propriétaires et où elle a subi un préjudice, les titulaires de licences et les entrepreneurs indemnisent les autochtones;

c) Que les licences d'exploitation forestière comportent une clause excluant toute concession de terres coutumières indigènes, et soient révoquées sur-le-champ, dès lors qu'il existe une preuve, fût-elle mince, que cette clause a été violée;

d) Qu'aucune licence ne porte sur des zones de captation des eaux;

e) Que le Code foncier et l'ordonnance relative à la forêt soient modifiés de manière à protéger les Penans et autres populations autochtones. Il faudrait en particulier abroger l'article 90 B de l'ordonnance relative à la forêt;

f) Que les territoires coutumiers indigènes fassent l'objet de levés et soient délimités, et que des titres de propriété soient délivrés aux autochtones;

g) Que le gouvernement fasse faire une étude d'impact avant de délivrer ou de renouveler toute licence d'exploitation forestière, conformément à la loi relative à la qualité de l'environnement;

h) Que le volume d'extraction du bois dans l'Etat soit réduit immédiatement et que les parties qui auraient à souffrir d'une telle mesure soient indemnisées;

i) Que le Gouvernement de l'Etat du Sarawak reconnaisse que l'exploitation forestière est un problème grave et invite un groupe de travail indépendant à évaluer les dommages déjà causés;

j) Que les organisations internationales cherchent les moyens de contribuer à la solution des problèmes provoqués par le déboisement au Sarawak.

---